



PROGRAMME

INNOV' ACTION

AGROALIMENTAIRE

2013-2018

Cultivons l'avenir 2
Une initiative fédérale-provinciale-territoriale

Canada 

Québec 

Dépôt légal – 2013
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN (version PDF) : 978-2-550-68131-1
ISBN (version imprimé): 978-2-550-68148-9

Contexte

L'innovation est un élément clé qui permet aux entreprises d'améliorer leur compétitivité et de conquérir des marchés où la concurrence est vive. Les connaissances et les technologies nouvelles générées par la recherche doivent être exploitées par les entreprises afin qu'elles soient transformées en produits, techniques ou procédés, pour être finalement commercialisées ou intégrées aux pratiques. Le secteur agroalimentaire présente un important potentiel d'innovation, que ce soit dans les méthodes de production ou dans le développement de produits. Toutefois, le processus d'innovation peut s'avérer coûteux et risqué. Ainsi, les entreprises doivent être appuyées par le secteur financier, les centres de recherche et les gouvernements pour mener à bien leurs projets.

Le Programme Innov'Action agroalimentaire a été élaboré en vertu de l'article 2 de la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (chapitre M-14). Il s'inscrit en appui à la mise en œuvre de la Politique de souveraineté alimentaire afin de consolider l'intervention en recherche et innovation au Ministère. Il répond à la fois aux enjeux liés à la valorisation du potentiel économique des secteurs de la production agricole et de la transformation alimentaire et aux attentes de la société québécoise.

L'objectif général du présent programme est d'accroître la compétitivité des entreprises du secteur agricole et du secteur de la *transformation alimentaire* par la recherche et l'innovation, et ce, tout en favorisant l'équilibre des dimensions environnementale, sociale et économique de leur développement, s'inscrivant ainsi dans une perspective de développement durable.

Définitions

Aux fins de ce programme :

« **Adaptation technologique** » désigne un ensemble de travaux réalisés selon une méthodologie rigoureuse afin de modifier une technologie ou un procédé existant pour l'adapter aux entreprises utilisatrices.

« **Aliment** » désigne ce qui sert de nourriture à un être vivant. L'*aliment* doit comporter des nutriments, et donc, être nourrissant, susceptible d'assouvir l'appétit, être accepté dans la société et coutumier. Les *produits nutraceutiques*, les produits de santé naturels, au sens du Règlement sur les produits de santé naturels (DORS/2003-196), et les produits désignés par un numéro d'identification d'une drogue (DIN), ne sont pas considérés comme des *aliments*.

« **Aliment à valeur nutritive améliorée ou à valeur santé** » désigne un produit alimentaire dont la composition caractéristique ou le mode d'élaboration basé sur une technologie particulière permet d'améliorer significativement sa teneur en nutriments ou en composés bioactifs par rapport à un produit traditionnel et apporte ainsi des bénéfices pour la santé qui sont scientifiquement établis.

« **Association ou regroupement d'entreprises** » désigne une association sectorielle ou un organisme à but non lucratif qui a son siège au Québec et ayant majoritairement comme clients des entreprises ou des réseaux d'entreprises de *transformation alimentaire* ou de *production agricole*.

« **Centre de diffusion** » désigne un organisme ayant un mandat officiel de diffusion de connaissances scientifiques et techniques reconnu par le MAPAQ ou un centre de liaison et de transfert reconnu par le gouvernement du Québec.

« **Développement expérimental** » désigne la réalisation de travaux systématiques, basés sur des connaissances existantes obtenues par la recherche ou l'expérience pratique, afin de fabriquer de nouveaux matériaux, produits ou dispositifs, d'établir de nouveaux procédés, systèmes et services ou d'améliorer considérablement ceux qui existent déjà.

« **Dirigeant** » désigne un chef d'entreprise (président, vice-président, directeur général) ou toute personne qui remplit une fonction similaire, ainsi que toute personne désignée comme telle par une résolution du conseil d'administration.

« **Entreprise de transformation alimentaire** » désigne une coopérative ou une entreprise immatriculée au Registre des entreprises du Québec et qui exerce principalement des activités de *transformation alimentaire* incluant les entreprises d'embouteillage d'eau vendue pour consommation humaine. Elle commercialise des aliments ou des boissons transformés destinés, de façon notable et récurrente, au *marché de gros* auprès d'*entreprises non apparentées*.

« **Entreprise agricole** » désigne une entité enregistrée auprès du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation conformément au Règlement sur l'enregistrement des exploitations agricoles et sur le paiement des taxes foncières et des compensations.

« **Entreprise apparentée** » désigne des entreprises qui ont la capacité d'exercer, directement ou indirectement, un contrôle ou une influence notable sur les décisions concernant l'exploitation et la gestion financière d'une autre entreprise.

« **Établissement de recherche** » désigne une institution qui a son siège au Québec et ayant un mandat de recherche. Les universités et les centres de *recherche appliquée* non gouvernementaux qui sont des organismes à but non lucratif sont admissibles au programme. Les centres de recherche gouvernementaux ne peuvent être demandeurs, mais leurs employés peuvent collaborer à la réalisation de projets.

« **Établissement de transfert technologique** » désigne une institution qui a son siège au Québec et ayant un mandat de transfert de technologie à l'industrie.

« **Initiative structurante** » désigne un ensemble cohérent de projets de *recherche appliquée*, de *développement expérimental* et d'*adaptation* ou de *transfert technologique* développés par le milieu scientifique en concertation avec l'industrie agroalimentaire, et approuvés par le MAPAQ, dans le but d'élaborer et d'apporter de nouvelles possibilités techniques.

« **Innovation de produits** » désigne l'introduction d'un bien nouveau ou sensiblement amélioré sur le plan de ses caractéristiques ou de l'usage auquel il est habituellement destiné. Cette définition inclut les améliorations sensibles des spécifications techniques, des composants et des matières, du logiciel intégré, de la convivialité ou autres caractéristiques fonctionnelles.

« **Innovation de procédés** » désigne la mise en œuvre d'une méthode de production ou de distribution nouvelle ou sensiblement améliorée. Cette notion implique des changements significatifs dans les techniques, le matériel ou les logiciels.

« **Marché de gros** » désigne la vente de produits à un acheteur aux fins de revente en état ou après préparation, conditionnement ou transformation.

« **Production agricole** » désigne les activités réalisées dans l'intention de vendre au moins un des produits suivants : cultures, bétail, volaille, produits d'origine animale, produits de serre ou de pépinière, arbres de Noël, champignons, gazon, miel ou abeilles et produits de la sève d'érable. Les activités de loisir ou de sport ne sont pas incluses.

« **Produits nutraceutiques** » désigne des produits fabriqués à partir d'*aliments*, vendus sous forme de pilules ou de poudres (potions) ou sous d'autres formes médicinales, et qui ont démontré un effet physiologique bénéfique ou qui assurent une protection contre les maladies chroniques.

« **Recherche appliquée** » désigne des travaux originaux entrepris en vue d'acquérir de nouvelles connaissances. Elle est surtout dirigée vers un but ou un objectif pratique déterminé. Les résultats d'une recherche appliquée portent en premier lieu sur un produit unique ou un nombre limité de produits, d'opérations, de méthodes ou de systèmes. Cette recherche permet la mise en forme opérationnelle des idées.

« **Transfert technologique** » désigne un ensemble de travaux qui consistent à transformer une technologie, une connaissance ou une information non exploitée en une pratique que les entreprises peuvent utiliser pour mettre au point de nouveaux produits ou procédés.

« **Transformation alimentaire** » désigne l'application d'un procédé industriel qui induit une modification de la nature d'un produit agricole ou alimentaire et qui rapproche celui-ci de l'état dans lequel il sera ultérieurement consommé par l'homme ou l'animal. La transformation nécessite l'apport d'une valeur ajoutée significative par rapport au coût de fourniture des produits de base. Les activités de conditionnement, qui regroupent les opérations assurant le nettoyage, la présentation, l'emballage (ou ré-emballage) et l'étiquetage des produits finis, ne sont pas considérées à elles seules comme des activités de transformation alimentaire.

Champs d'intervention

L'intervention du programme se structure en quatre volets :

- | | | |
|-------------|---|------|
| ○ Volet 1 : | Recherche appliquée | p. 5 |
| ○ Volet 2 : | Innovation en production agricole | p. 6 |
| ○ Volet 3 : | Innovation de produits et de procédés en transformation alimentaire | p. 7 |
| ○ Volet 4 : | Réseautage et concertation | p. 8 |

Volet 1 – Recherche appliquée

Objectif spécifique

Accroître les connaissances appliquées dans les domaines prioritaires de la *production agricole* et de la *transformation alimentaire*.

Clientèle admissible

- *Établissement de recherche.*

Projets admissibles

Les projets doivent répondre à tous les critères suivants :

- être des projets de *recherche appliquée* touchant la *production agricole* ou la *transformation alimentaire*;
- respecter les domaines prioritaires déterminés par le Ministère ou faire partie d'une *initiative structurante*;
- présenter un grand potentiel d'utilisation des résultats par les *établissements de transfert technologique* ou l'industrie;
- être sous la responsabilité d'un scientifique qui appartient à l'*établissement de recherche* qui présente la demande.

Le Ministère peut lancer un appel de propositions sur un sujet particulier lorsqu'une situation exige de trouver des solutions à un problème urgent concernant le secteur agroalimentaire.

Aide financière

L'aide consentie pourra représenter jusqu'à 100 % des dépenses admissibles jusqu'à concurrence de :

- 50 000 \$ pour un projet d'un an;
- 100 000 \$ pour un projet de deux ans;
- 150 000 \$ pour un projet de trois ans.

Une aide additionnelle pourra atteindre 3 000 \$ pour les projets qui donnent lieu à la publication d'articles scientifiques au plus tard un an après la remise d'un rapport final.

Volet 2 – Innovation en production agricole

Objectif spécifique

Faciliter l'adoption des résultats de la recherche par le secteur agricole.

Clientèle admissible

- *Établissement de recherche;*
- *Établissement de transfert technologique;*
- *Entreprise agricole ayant un chiffre d'affaires de 50 M\$ et moins;*
- *Association ou regroupement d'entreprises;*
- *Centre de diffusion.*

Les clientèles collaborant sur un même projet ne peuvent pas avoir entre eux un lien d'actionnariat ou être dirigées par les mêmes personnes.

Projets admissibles

Les projets doivent répondre à tous les critères suivants :

- être reliés aux activités de *production agricole*;
- s'appuyer sur du personnel et des connaissances scientifiques;
- démontrer des retombées économiques, environnementales ou sociétales, ou faire partie d'une *initiative structurante*;
- bénéficier d'un appui financier, matériel ou en ressources humaines de l'industrie;
- permettre, à leur terme, le transfert des résultats aux utilisateurs potentiels;
- s'inscrire dans l'une des catégories suivantes :
 - a) Projet de *développement expérimental*, d'*adaptation* ou de *transfert technologiques*;
 - b) Élaboration de nouveaux outils de diffusion sur des connaissances techniques.

Le Ministère se réserve le droit d'établir des priorités dans le cadre de ce volet.

Aide financière

L'aide consentie pourra représenter jusqu'à 70 % des dépenses admissibles. Une contribution minimale de 30 % est exigée du demandeur et de ses partenaires sous la forme de ressources humaines, matérielles ou financières. L'aide pourra atteindre :

- 25 000 \$ pour un projet d'un an et 50 000 \$ pour un projet de deux ans de la catégorie a). Toutefois, cette aide pourra représenter un maximum de 50 % des dépenses admissibles s'il s'agit d'un projet bénéficiant à un nombre limité d'entreprises ou dont les résultats ne seront pas diffusés. Dans ce cas, une contribution minimale de 50 % est exigée des entreprises et devra être monétaire.
- 25 000 \$ pour un projet d'un ou de deux ans de la catégorie b).

Dans ce volet, l'aide financière est limitée à 125 000 \$ par *entreprise agricole*, qu'elle soit le demandeur ou le partenaire d'un projet, et ce, pour la durée du programme.

Volet 3 – Innovation de produits et de procédés en transformation alimentaire

Objectif spécifique

Favoriser et encadrer la réalisation de projets d'*innovation de produits* et de *procédés*, particulièrement le développement d'aliments à valeur nutritive améliorée ou à valeur santé, dans les entreprises de *transformation alimentaire*.

Clientèle admissible

- *Entreprise de transformation alimentaire ayant un chiffre d'affaires de 50 M\$ et moins;*
- Promoteur (chercheur ou entrepreneur) qui s'appuie sur un résultat de recherche prometteur pour l'industrie de la *transformation alimentaire* et qui souhaite lui faire franchir les différentes étapes menant à la précommercialisation d'un produit ou d'une technologie découlant de ce résultat.

Projets admissibles

Les projets doivent répondre à tous les critères suivants :

- démontrer un caractère innovant, c'est-à-dire qu'ils sont réalisés à partir de connaissances scientifiques ou de techniques avancées, qu'ils comportent des éléments d'incertitudes et correspondent à un niveau de complexité supérieur;
- posséder un potentiel économique;
- être portés par un des *dirigeants* de l'entreprise;
- s'inscrire dans l'une des catégories suivantes :
 - a) *Innovation de produit ou de procédé;*
 - b) Réalisation d'une étude clinique.

Conditions particulières :

- Pour être admissibles, les projets (a) d'*innovation de produit ou de procédé* doivent être destinés à l'industrie alimentaire et correspondre à l'une des activités suivantes :
 - *développement expérimental;*
 - implantation d'une technologie innovante;
 - protection des droits de propriété intellectuelle d'une innovation.
- Pour être admissible, l'étude clinique (b) doit être réalisée à des fins d'évaluation des caractéristiques nutritionnelles d'un ingrédient ou d'un *aliment* pour l'obtention de preuves scientifiques qui démontrent leur efficacité sur la santé. Un appel de projets sera réalisé deux fois par année de façon à retenir les projets les plus pertinents.

Aide financière

L'aide consentie pourra représenter jusqu'à 50 % des dépenses admissibles. L'aide pourra atteindre :

- 50 000 \$ pour un projet de la catégorie a). Toutefois, cette aide pourra représenter un maximum de 70 % des dépenses admissibles jusqu'à concurrence de 70 000 \$ s'il s'agit d'un projet innovant de développement d'*aliments à valeur nutritive améliorée ou à valeur santé*.
- 100 000 \$ pour un projet d'un maximum de deux ans de la catégorie b).

Volet 4 – Réseautage et concertation

Objectifs spécifiques

- Favoriser le maillage et la coordination des acteurs de la chaîne d'innovation pour mieux répondre aux besoins futurs du marché.
- Mettre en valeur les succès d'*innovation de produits* et de *procédés* des entreprises et les pratiques qui y sont associées.
- Susciter la mise sur pied et la réalisation de projets structurants qui visent à agir sur la culture d'innovation.

Clientèle admissible

- Association ou regroupement d'entreprises;
- Établissement de recherche;
- Établissement de transfert technologique;
- Centre de diffusion.

Projets admissibles

Les projets doivent s'inscrire dans l'une des catégories suivantes :

- a) Étude en appui à la tenue d'activités de maillage sur l'innovation portant sur les connaissances scientifiques, les besoins technologiques ou les ressources scientifiques disponibles.
- b) Activité de maillage sur l'innovation entre les entreprises et les acteurs de la chaîne d'innovation pour l'établissement des besoins et des priorités de recherche incluant la rédaction d'un plan d'action.
- c) Activité sur l'innovation, telle que symposium, atelier de travail, production de documentation et activité de communication, mettant en valeur des succès d'*innovation de produits*, de *procédés*, de pratiques exemplaires et de technologies nouvelles.
- d) Projet de partenariat d'affaires sur l'innovation en *transformation alimentaire* : projet de conception, de sensibilisation et de développement d'outils d'intervention en *transformation alimentaire* sur l'innovation, tel que les activités d'analyse comparative, d'encadrement, d'accompagnement d'entreprises et de *transfert technologique*.
- e) Accueil d'experts étrangers.

Sont exclues des activités admissibles, celles qui présentent un caractère de récurrence (ex. : colloques ou journées d'information annuels).

Aide financière

L'aide consentie pourra représenter jusqu'à 70 % des dépenses admissibles. Une contribution minimale de 30 % est exigée du demandeur et de ses partenaires sous la forme de ressources humaines, matérielles ou financières. L'aide pourra atteindre :

- 25 000 \$ pour un projet des catégories a), b) et c).
- 100 000 \$ pour un projet de la catégorie d). Toutefois, cette aide pourra atteindre 150 000 \$ s'il s'agit d'un projet qui a pour objectif d'améliorer l'offre de produits alimentaires (*aliments à valeur nutritive améliorée ou à valeur santé*).
- 4 000 \$ pour un projet d'un an de la catégorie e).

Dans ce volet, l'aide financière est limitée à 300 000 \$ par demandeur pour la durée du programme.

Dépenses admissibles s'appliquant à tout le programme

Dépenses admissibles

Les dépenses doivent :

- être directement imputables à la réalisation du projet et être permises par les règles du programme;
- être appuyées par des pièces justificatives sujettes à une vérification externe en tout temps.

Sont admissibles, les dépenses suivantes :

Pour les volets 1 et 2 :

- le coût de la main-d'œuvre et les bourses aux étudiants universitaires;
- le coût d'achat, en entier ou en partie, de matériel, de fournitures et d'équipements;
- le coût d'utilisation ou de location de matériel, de fournitures, d'équipements, de bâtiments et de terrains;
- les frais de déplacement et de séjour prévus dans les directives du Conseil du trésor du Québec à moins qu'un montant différent ait été établi par convention ou directive dans un établissement comme une université;
- le coût payé pour la présentation de travaux et de rapports jusqu'à concurrence de 2 000 \$;
- les frais généraux qui n'excéderont pas 15 % de l'aide financière à moins qu'ils ne soient déjà défrayés par un autre programme gouvernemental. Les frais généraux des entreprises agricoles ne sont pas admissibles.

Pour le volet 3 :

- les dépenses engagées pour l'embauche, par contrat, d'un spécialiste externe;
- les coûts des matériaux associés à l'élaboration de prototypes d'équipement;
- les frais liés aux analyses de laboratoire externes menées dans le cadre du projet;
- les coûts des matières premières utilisées dans les tests effectués dans le cadre du projet pour un maximum de 10 % des dépenses admissibles.

Pour le volet 4 :

- le coût de la main-d'œuvre;
- les frais de déplacement des organisateurs, des conférenciers et des experts étrangers prévus dans les directives du Conseil du trésor du Québec, à moins qu'un montant différent ait été établi par convention ou directive dans un établissement comme une université;
- les coûts reliés à la validation technique, à la publication, à la présentation d'articles et de rapports;
- les frais de préparation et de réalisation d'enquêtes ciblées auprès de clientèles potentielles;
- les honoraires de consultants, de conférenciers ou de spécialistes externes au demandeur engagés par tout organisme à but non lucratif représentatif de l'industrie;
- les frais pour la promotion et la location de salle pour la tenue d'une activité;
- les frais généraux qui n'excéderont pas 15 % de l'aide financière à moins qu'ils ne soient déjà défrayés par un autre programme gouvernemental.

Ne sont pas admissibles les dépenses suivantes :

- les frais généraux des entreprises agricoles et de transformation alimentaire;
- la portion remboursable de la taxe sur les produits et services (TPS) et de la taxe de vente du Québec (TVQ);
- le salaire du personnel qui n'est pas tributaire du financement accordé au projet de recherche;
- les frais pour la supervision des projets par le demandeur;
- l'achat de terrains, de bâtiments et de matériel roulant; l'agrandissement et la construction de bâtiments; les frais de redressement financier et le financement des activités courantes du demandeur ou de ses partenaires.

Cumul des aides gouvernementales

Il sera possible de compléter, par d'autres sources gouvernementales, le financement d'un projet nécessitant un appui financier plus important que celui offert par le présent programme. À l'exception du volet 1, le montant total de l'aide gouvernementale consentie pour un projet ne pourra dépasser 75 % du coût total de celui-ci.

Pour un même projet, l'entreprise ne peut pas bénéficier d'aide financière provenant de plus d'un programme du MAPAQ.

Responsabilités du demandeur

Le demandeur ou son mandataire reconnaît devoir se conformer à toute loi ou à tout règlement applicable, notamment les lois et règlements qui sont sous la responsabilité du ministre.

Lorsque requis par le Ministère, le demandeur devra également démontrer :

- qu'il possède les capacités financières, techniques, organisationnelles et administratives nécessaires pour réaliser le projet.
- le caractère incitatif de l'aide financière et sa nécessité pour la réalisation du projet en tenant compte des autres sources de financement existantes.

Droits

Droit de modification

Le ministre se réserve le droit de modifier, en tout ou en partie, le programme et l'enveloppe budgétaire qui lui est consacrée, et ce, sans préavis.

Droit de réduction ou de résiliation

Le ministre se réserve le droit de réduire l'aide financière consentie ou de la résilier si le demandeur ou son mandataire fait défaut de remplir l'un ou l'autre des termes, conditions ou obligations qui lui incombent en vertu du programme.

Pour ce faire, le ministre adresse un avis écrit de réduction ou de résiliation au demandeur énonçant le motif de réduction ou de résiliation. Le demandeur devra alors remédier au défaut énoncé dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi l'aide financière sera automatiquement réduite ou résiliée, la réduction ou la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

De plus, le ministre se réserve le droit de résilier l'aide financière consentie pour l'un ou l'autre des motifs suivants :

- a) le demandeur cesse ses opérations de quelque façon que ce soit, y compris en raison de faillite, liquidation ou cession de ces biens;
- b) le demandeur ou son mandataire lui a présenté des renseignements faux ou trompeurs ou lui a fait de fausses représentations;
- c) Le demandeur ou son mandataire a réalisé son projet ailleurs qu'au Québec, sans son accord.

La résiliation prendra alors effet de plein droit à compter de la date de survenance de l'événement à l'origine du motif.

Droit de refus, modification, réduction ou résiliation pour des motifs d'intérêt public

Le ministre se réserve le droit de refuser, de modifier, de réduire ou de résilier l'aide financière pour des motifs d'intérêt public. Pour ce faire, le ministre adresse un avis écrit de refus, de modification, de réduction ou de résiliation au demandeur énonçant le motif de refus, de modification, de réduction ou de résiliation basé sur l'intérêt public.

Le demandeur aura alors l'occasion de présenter ses observations et, s'il y a lieu, de produire des documents pour compléter son dossier. Le ministre prendra en considération ces observations ou documents pour une prise de décision sans appel. Les observations du demandeur et, s'il y a lieu, les documents, doivent être produits dans le délai prescrit à cet avis, à défaut de quoi l'aide financière sera automatiquement refusée, modifiée, réduite ou résiliée, le refus, la modification, la réduction ou la résiliation prenant effet de plein droit à l'expiration de ce délai.

Durée du programme

Le programme entre en vigueur à la date de sa signature par le ministre et se terminera le 31 mars 2018 ou jusqu'à épuisement des crédits disponibles selon la première éventualité.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation,

Le ministre de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation,

(original signé)

(original signé)

NORMAN JOHNSTON

FRANÇOIS GENDRON

